

Notions : mobilité structurelle, mobilité nette, fluidité sociale, répartition socio-professionnelle, inflation des diplômes, déclassement

43- Quels sont les déterminants de la mobilité sociale ?

La mobilité totale peut être vue comme la somme de 2 composantes : la mobilité structurelle et la mobilité nette. Cette distinction permet de distinguer :

- **les causes économiques : la mobilité structurelle résulte du changement de la structure sociale, c'est-à-dire l'évolution de la répartition des professions**
- **les causes sociales : la mobilité nette est la mobilité qui ne s'explique pas par des déterminants économiques. Une explication est alors la plus grande fluidité de la société**

L'évolution de la structure des emplois , déterminant de la mobilité structurelle

□ La mobilité structurelle a plusieurs caractéristiques :

- s'il y a transformation des emplois, il y a obligatoirement une mobilité sociale; l'immobilité totale est impossible
- il n'y a pas forcément de compensation : tous les individus peuvent connaître en même temps une mobilité sociale ascendante ou descendante
- cette mobilité s'impose aux individus, car certains emplois disparaissent et d'autres apparaissent

□ Jusqu'aux années 1980, la mobilité structurelle est importante :

- depuis les années 1950, la nature des emplois s'est transformée : un phénomène de salarisation, de tertiarisation, et d'élévation du niveau de qualification s'est opéré ([cf 12-L'évolution des structures socio-professionnelles depuis la seconde moitié du XX^e siècle](#)). Il y a eu une translation vers le haut de la structure des emplois : les emplois qualifiés et bien rémunérés ont donc vu leur nombre augmenter, alors que disparaissaient des emplois répétitifs et mal payés. Selon L. Chauvel, « au cours de la période de très forte croissance économique des 30 Glorieuses, il s'est produit une véritable révolution de la structure sociale. D'où un appel d'air extraordinaire pour les enfants nés dans les années 40 (...) Pour ces générations, l'escalator social a connu une prodigieuse accélération. »
- La transformation de la structure des emplois impose alors des changements d'emploi entre les parents et les enfants. Les fils ne peuvent donc plus occuper la même position sociale que leur père. Comme les emplois offerts sont à un niveau hiérarchique supérieur, un grand nombre d'individus peut connaître une mobilité sociale ascendante : les individus des classes populaires ont une ascension sociale, alors que les individus des classes moyennes et supérieures connaissent une immobilité sociale.

□ A partir des années 1980, cette mobilité structurelle est freinée. Chauvel écrit : « pour les générations suivantes, l'escalator social s'est arrêté, voire inversé. C'est cette panne qu'ont connue dans les années 80, les jeunes nés entre 1955 et 1965. Résultat, on commence à voir des accidents de parcours chez les enfants de cadres et de plus en plus de jeunes en situation plus difficile que leurs parents ». Plusieurs raisons expliquent ce ralentissement :

- le phénomène d'ascension sociale devait automatiquement ralentir : c'est l'effet plafond. Dans les années 40, il y avait un grand nombre d'enfants d'agriculteurs ou d'ouvriers qui pouvaient donc connaître une ascension sociale. Dans les années 80, il y a beaucoup plus d'enfants de cadres et de professions intermédiaires qui ne peuvent donc connaître une promotion sociale.
- la polarisation des emplois : la croissance des emplois qualifiés ralentit, des emplois intermédiaires sont détruits, des emplois peu qualifiés se créent. Les possibilités d'ascension sociale deviennent alors plus difficiles

Une fluidité sociale plus grande ?

□ **La fluidité sociale est une notion qui veut mettre en évidence l'égalité des chances d'accès aux différentes positions sociales, quel que soit le milieu social. Elle se mesure par le rapport des chances relatives.** Cette plus grande fluidité sociale est notamment obtenue en France à partir des années 1960, avec la **démocratisation du système scolaire : l'objectif est de rendre le parcours scolaire des individus moins**

dépendant de l'origine sociale . Des réformes de l'enseignement visant à uniformiser les parcours scolaires sont alors mises en place (cf 31- L'école assure-t-elle l'égalité des chances ?). La question est alors de savoir si ces mesures ont assuré une plus grande égalité des chances et une plus grande fluidité sociale.

□ Cette démocratisation est essentielle en France où le diplôme est essentiel pour connaître une ascension sociale en France : un accès plus facile au diplôme pour tous quel que soit l'origine sociale, ethnique ou le genre devrait entraîner une augmentation de la fluidité sociale et donc de la mobilité sociale.

- **La démocratisation correspond d'abord au développement de la scolarisation : un nombre croissant d'élèves poursuit des études de plus en plus longues.**
 - Cependant, les inégalités scolaires peuvent augmenter avec le développement de la scolarisation, si la durée d'études des moins diplômés augmente moins vite que celle des plus diplômés. On distingue alors :
 - **La démocratisation qualitative du système scolaire : les inégalités face à l'école diminuent.** La fluidité augmente
 - **La massification : une partie de plus en plus importante d'une génération poursuit des études auparavant réservées à un nombre restreint d'individus, sans que les inégalités face à l'école diminuent.** La fluidité n'évolue pas.
- Cependant, le diplôme n'est pas une condition nécessaire et suffisante pour avoir une ascension sociale :
 - Il y a d'abord les effets pervers de l'augmentation du nombre de diplômés générée par la démocratisation du système scolaire. Comme le nombre de diplômés augmente plus vite que le nombre de postes qualifiés :
- **Il y a inflation des diplômes : la répartition hiérarchique des diplômes se modifie plus rapidement que la répartition hiérarchique des positions sociales. Cette inflation des diplômes entraîne la dévaluation des diplômes : la baisse du rendement du diplôme. La valeur du diplôme ne diminue pas nominalement (les compétences données par le diplôme restent identiques), mais réellement (il ne permet pas d'obtenir le même emploi).** Comme les positions sociales élevées ne se sont pas multipliées, l'accroissement du nombre de diplômés se traduit par une dévaluation : un même diplôme ne permet pas d'obtenir le même emploi. Comme la croissance du nombre de diplômés du supérieur est toujours aussi forte, une partie d'entre eux ne pourra donc pas obtenir un emploi de cadre. Cette dévaluation ne touche pas tous les diplômés. Les diplômés qui n'ont pas connu une croissance rapide, c'est-à-dire qui restent rares, conservent la même valeur réelle : c'est le cas des diplômés des Grandes Ecoles où l'entrée est restreinte par rapport aux Universités.
- Cette inflation des diplômes explique le paradoxe d'Anderson. Dans les années 1960, en partant de données factuelles, Charles Anderson remet en cause le rôle du diplôme sur l'emploi :
 - ✓ en théorie, comme le diplôme influence la position sociale, la démocratisation de l'enseignement aurait dû se traduire par une augmentation des possibilités de mobilité.
 - ✓ Or, Anderson met en évidence que le lien entre diplôme et emploi se détériore : un enfant peut avoir un niveau de diplôme plus élevé que celui de ses parents sans avoir une position sociale supérieure à ceux-ci. Ainsi, en moyenne, les fils ont un niveau d'éducation supérieur à leurs parents mais une position sociale inférieure.
- Ce paradoxe explique le déclassement au sens de C. Peugny.
 - ✓ **C. Peugny définit le déclassement comme le fait de ne pas pouvoir maintenir la position sociale de ses parents. C'est donc un phénomène intergénérationnel. Le déclassement a deux caractéristiques : une démotivation de statut social par rapport à ses parents (mobilité descendante), un niveau de diplôme supérieur par rapport à celui de leurs parents**
 - ✓ Selon Peugny, le déclassement est important. Dans « Le Déclassement (Grasset, 2009) », il met en évidence une érosion progressive des perspectives de mobilité des générations nées entre les années 1940 et 1960. « En 2003, parmi les individus âgés de 35 à 39 ans, 40 % reproduisent la position de leur père, 35 % s'élèvent au-dessus d'elle mais 25 % sont frappés par le déclassement. Parmi les individus du même âge en 1983, les proportions étaient respectivement de 42, 40 et 18 % . »
 - ✓ E. Maurin a une définition plus restrictive du déclassement : un phénomène intragénérationnel qui se traduit par une perte de statut et de protection sociale. C'est donc le fait de perdre son emploi lorsqu'on est en CDI. Selon E. Maurin, le déclassement est un phénomène relativement rare : le risque de déclassement est très faible, puisqu'il ne concerne que 1 % environ de la population active (300 000 personnes en 2009). En revanche, la peur du déclassement existe. La société française est une société à statuts, compartimentée en une hiérarchie de statuts très inégaux face à l'avenir. Au sommet se trouve le CDI qui offre le maximum de stabilité et de protections (Sécurité sociale, retraite...). Cette protection crée la peur du déclassement. Même les titulaires d'un CDI sont anxieux car un licenciement, aussi improbable soit-il, entraînerait une perte immense. C'est le paradoxe de la protection de l'emploi selon Maurin : « Plus les statuts sont protégés, moins on les perd, mais plus on perd quand on les perd. »

- ✓ Selon Peugny cette conception du déclassement de Maurin est trop restrictive car elle est basée uniquement sur la perte de l'emploi. Or, il peut y avoir aussi déclassement quand on garde son emploi mais que celui-ci a des caractéristiques inférieures : salaire plus bas, tâches moins intéressantes

- Cette inflation des diplômes renforce alors le rôle du capital social dans la transformation du diplôme en emploi. **Le capital social de P.Bourdieu est l'ensemble des relations sociales dont dispose un individu (appartenance au bottin modain, piston, ...)**. Selon J.C. Passeron, toute dévaluation réévalue les valeurs qui lui échappent. Ainsi, en période d'inflation universitaire, la baisse du rendement professionnel du diplôme est inégalement sévère selon les caractéristiques sociales du porteur d'un titre scolaire. Quand les diplômes deviennent de moins en moins rares, la sélection ne se fait plus uniquement sur les compétences scolaires mais sur des éléments extrascolaires : le capital social (les relations, le piston), ou l'aisance à se mouvoir dans le monde (manières de tables, etc.). Ainsi, un fils d'instituteur qui accède à Polytechnique n'en tirera pas le même profit que le polytechnicien, fils de PDG.

- L'influence des ressources et des configurations familiales sur l'accès au diplôme et la mobilité sociale
 - La fluidité sociale est aussi limitée car les inégalités face à l'école et au diplôme persistent du fait des ressources familiales. L'origine sociale et le genre déterminent encore la réussite scolaire ([32-Comment expliquer la persistance des inégalités scolaires ?](#))
 - Néanmoins, les ressources transmises par les familles ne dépendent pas seulement de l'origine sociale, mais aussi des **configurations familiales: le nombre d'enfants, le rang dans la fratrie, l'histoire conjugale des parents et leur investissement effectif dans la réussite scolaire de l'enfant et ses modalités concrètes.** Il n'y a donc pas de lien mécanique entre la profession des parents et celle des enfants. ([cf cours de première : 13-Une socialisation primaire différente selon la configuration familiale](#))
 - L'accès au diplôme dépend de la socialisation familiale. Dans *Tableaux de familles*, Bernard Lahire étudie un certain nombre de familles. Il montre qu'à capital culturel équivalent, deux contextes familiaux peuvent produire des modèles de socialisation très différents, car la transmission du capital culturel dépend beaucoup de la configuration familiale. Même avec un faible capital culturel, la famille peut transmettre des éléments utiles pour la scolarité de l'enfant : la valorisation de l'école, avoir un emploi du temps cadré et régulier
 - La fratrie a aussi une influence sur la réussite scolaire : l'intervention des aînés qui connaissent mieux les exigences et les méthodes scolaires permet aux cadets d'acquérir des dispositions scolaires rentables et d'améliorer la réussite scolaire